

sieurs *Granier* fils et consorts les mines de zinc, plomb, argent et autres métaux d'—; XIX, 738.

ARRONDISSEMENTS MINÉRALOGIQUES. Décision ministérielle du 20 mars 1851, modifiant la circonscription d'un certain nombre de divisions et d'—; XIX, 814.

ARS-SUR-MOSELLE (Moselle). Arrêté de la commission du pouvoir exécutif du 19 juin 1848, autorisant les sieurs *Dupont* et *Dreyfus* à établir une usine à fer à —; XIII, 778. — Arrêté du Président du 5 mars 1849, autorisant le sieur *Pillot* à établir une usine à fer à —; XV, 579. — Décret du 7 juillet 1849, autorisant les sieurs *Gautier* fils, *Renault* et *Cie* à établir une usine à fer à —; XVI, 537.

ASSOCIATIONS D'OUVRIERS. Décret de l'assemblée nationale du 5 juillet 1848, ouvrant un crédit de trois millions à répartir entres diverses —; XIV, 487. — Du 15 juillet 1848, concernant les — pour les entreprises de travaux publics; XIV, 488. — Arrêté du Président du conseil chargée du pouvoir exécutif, du 18 août 1848, sur les travaux publics à adjuger ou à concéder aux —; XIV, 519. — Loi du 15 novembre 1848, relative aux —; XIV, 580.

ATTANCOURT (Haute-Marne). Ordonnance du 8 juin 1842, autorisant le sieur *Danelle* à transférer un bocard et un patouillet à —; I, 826.

AUBE (département de l'). Ordonnance du 5 août 1844 relative à l'exploitation des tourbières du —; VI, 649.

AUBÉ fils et TRONCHON (sieurs). Voir AUDUN-LE-TICHE, HAUCOURT, HERSERANGE et MOULAINÉ.

AUBERT, GOUVY et *Cie* (sieurs). Voir SARRALBÉ.

AUBIGNY (Cher). Ordonnance du 9 mars 1846, autorisant les héritiers

*Boigues* et *Cie* à maintenir en activité la forge d'—; IX, 649.

AUBIN (Aveyron). Arrêté de la commission du pouvoir exécutif du 19 juin 1848, autorisant les sieurs *Riant* et *Cie* à établir une usine à fer à —; XIII, 777. (Compagnie des mines et forges d'—, Voir DURAVEL.)

AUBRON (Nièvre). Ordonnance du 10 février 1845, autorisant le sieur *Dreuille Senecerre* à maintenir en activité l'usine à fer de L'—; VII, 549.

AUCONSUL (sieur). Voir PISSAC.

AUDE (sieur). Voir ADRECH (L).

AUDUN-LE-TICHE (Moselle). Ordonnance du 24 décembre 1845, autorisant la commune d'— à maintenir en activité, sur son territoire, un lavoir à bras; VIII, 860. — Décret du 6 octobre 1849, autorisant les sieurs *Bauret* à établir deux lavoirs à bras à —; XVI, 569. — Du 6 octobre 1849, autorisant les sieurs *Labbe* et *Legendre* à établir deux lavoirs à bras à —; XVI, 570. — Du 6 octobre 1849, autorisant le sieur *Laval* à maintenir en activité un lavoir à bras à —; XVI, 570. — Du 6 octobre 1849, autorisant la dame veuve *de Wendel* à établir deux lavoirs à bras à —; XVI, 570. — Du 12 novembre 1850, autorisant le sieur *Bauret-Laval* à établir une usine à fer à —; XVIII, 591. — Du 19 décembre 1850, autorisant les héritiers *de La Vieuville* à établir dix lavoirs à bras à —; XVIII, 600. — Décision ministérielle du 7 mai 1851, relative aux minières d'— et d'Aumetz (Moselle); XIX, 764. — Décret du 5 septembre 1851, autorisant les sieurs *Aubé* fils et *Tronchon* à établir un lavoir à bras à —; XX, 740.

AUMETZ (Moselle). Voir AUDUN-LE-TICHE.

AUTREY (Haute-Saône). Ordonnance du 27 août 1846, autorisant

les sieurs *Huot* et *Jobard* à convertir en un bassin d'épuration en relief sur le sol, un terrain situé à —; X, 794.

AUVERGNY (Eure). Ordonnance du 26 septembre 1845, autorisant le sieur *Fouquet* à établir une usine à fer à —; VIII, 846.

AVELAC (Lozère). Ordonnance du 28 janvier 1845, concédant aux sieurs *Daudé* et consorts les mines d'antimoine de La Coupette et d'—; VII, 545.

AVÈNE (Hérault). Arrêté du Président du 24 janvier 1849, acceptant la renonciation des propriétaires de la mine de cuivre d'— à la concession de cette mine; XV, 568.

AVEYRON (Cie des houillères et

fonderies de l'—). Voir BEGAZEVILLE.

AVRIL. Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 29 juillet 1848, nommant M. — membre de la commission centrale des chemins de fer; XIV, 668.

AYRAL et ALBIN (sieurs). Voir LASSOUTS.

AYTUA (Pyrénées-Orientales). Arrêté du Président du 16 janvier 1849, relatif à l'extension de la concession de la mine de fer d'—; XV, 562.

AZY (Nièvre). Ordonnance du 12 avril 1845, autorisant les ayant droit du sieur *Brière d'Azy*, à maintenir en activité l'usine à fer dite le haut-fourneau d'—; VII, 559.

## B

BAGNA (Var). Décret du 16 novembre 1849, concédant à la *Cie des mines de houille de Collobrières* les mines de fer de —; XVI, 576.

BAIGNE (Haute-Saône). Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 21 août 1848, réglant le régime des eaux de l'usine à fer du sieur *de Pourtalès*, située commune de —; XIV, 534.

BAILLIVY et consorts (sieurs). Voir SOBLAY.

BAILEY (Nièvre). Ordonnance du 6 décembre 1842, autorisant les sieur et dame *d'Osmond* à maintenir en activité l'usine à fer de —; II, 812.

BAINS PUBLICS. Loi du 3 février 1851 ouvrant un crédit extraordinaire destiné à encourager la création d'établissements modèles pour — et lavoirs; XIX, 742.

BALAITG (Pyrénées-Orientales). Ordonnance du 20 janvier 1844, acceptant la renonciation des sieur

et dame *Poulhariès-Salvaire* à la concession des mines de fer de —; V, 691.

BALLERAND (Haute-Vienne). Ordonnance du 11 mars 1842, autorisant le sieur *Pilté-Duvernois* à ajouter deux feux d'affinerie, etc., à l'usine à fer de —; I, 808.

BANDON et *Cie* (sieurs). Voir PRÉCY-SOUS-THIL.

BANWALD (Vosges). Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif du 21 août 1848, concédant à la *Société anonyme des forges de Framont* les mines de fer de —; XIV, 533. — Décret du 26 avril 1850, portant acceptation de la renonciation de la *Société des forges de Framont* à la concession des mines de fer de —; XVII, 705.

BAR (sieur DE). Voir MARAIS (Le).

BARAGUEY-FOUQUET (sieur). Voir NEAUFLES.

BARBAGGIO (Corse). Arrêté du

Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 25 septembre 1848, rectifiant les limites de la concession des mines de plomb sulfuré de —; XIV, 556.

BARBAISE (Ardennes). Ordonnance du 11 mars 1842, autorisant le sieur *Potoine* à établir un patouillet et deux lavoirs à bras à —; I, 808.

BABECOT (Puy-de-Dôme). Voir COMBRE et —.

BARBIÈRE (Drôme). Décret du 1<sup>er</sup> décembre 1851, concédant au sieur *Clément-Désormes* les mines de fer de —; XX, 723.

BARÇON (sieur). Voir GRAND-DENIS (Le).

BARLET (Haute-Loire). Décret du 25 juillet 1849, concédant au sieur *Marie* les mines d'antimoine de —; XVI, 556.

BARNIER et BARLET (sieurs). Voir POMMIERS.

BARRACHIN (sieur). Voir GRAND-ÉTANG (Le), SIGNY-LE-PETIT, TOURET (Le) et VIEL-SAINT-RÉMY.

BARRE (sieur). Voir PANOSSAS.

BARRET-BOISBERTRAND (sieur et dame). Voir PEYRASSOULAS.

BARROIS D'ORGEVAL et HUDAULT (sieurs). Voir PUECH.

BARYTE NATIF. Décret du 14 janvier 1851, modifiant le régime du carbonate de — à l'importation en France; XIX, 737.

BAS-RHIN (département du). Arrêté ministériel du 7 mars 1848, appliquant aux minières du — le règlement du 22 avril 1844; XIII, 746.

BASILE POUSSY (sieur). Voir LAIGNES.

BASSANO et Cie (sieurs DE). Voir BÔNE et MÉBOUDJA.

BASTIDE (Gironde). Décret du 26 novembre 1849, autorisant le sieur *Bresson* à maintenir en activité une usine à cuivre à La —; XVI, 584.

BATEAUX A VAPEUR. Ordonnance du 23 mai 1843, relative aux — qui naviguent sur les fleuves et rivières; IV, 682. = Du 15 juin 1844, portant rectification de celles des 22 et 23 mai, relatives aux machines, chaudières et —; V, 725. = Du 17 janvier 1846, relative aux — qui naviguent sur mer; IX, 621. = Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 14 octobre 1848, prescrivant l'emploi d'un nouveau système d'éclairage à bord des — du commerce; XIV, 567.

BATIMENTS CIVILS. Loi du 25 novembre 1850, relative aux comptes rendus des travaux des mines, des ponts et chaussées et des —; XVIII, 592.

BAUDON et consorts (sieurs). Voir JUILLENAY.

BAURET (sieurs). Voir AUDUN-LE-TICHE.

BAZILE (LOUIS), MAÎTRE et Cie (sieurs). Voir PLAINES.

BAZOILLES (Vosges). Ordonnance du 22 mai 1843, autorisant les ayant droit du sieur *de Saux* à modifier l'usine à fer de —; III, 921.

BAZOUGE (La) DE CHÉMÉRÉ (Mayenne). Ordonnance du 12 juin 1845, portant fixation de la redevance proportionnelle de la mine d'anthracite de —; VII, 565.

BEAUCHAMP (Cantal). Voir VERRIÈRES.

BEAUFORT (sieur DE). Voir BEAUFORT.

BEAUFORT (Hérault). Ordonnance du 20 janvier 1844, concédant au sieur *de Beaufort* les mines de lignite de —; V, 689.

BEAUME (Basses-Alpes). Ordon-

nance du 21 septembre 1845, concédant au sieur *Esmieu* les mines de lignite de La —; VIII, 845.

BEAUREGARD (Basses-Alpes). Voir GRENOUILLET et —.

BEAUREGARD (mines de fer de). Voir THOSTES et —.

BECQUEY et COLLETTE de BAUDICOURT (sieurs). Voir MARNAVAL.

BELABRE (sieur DE). Voir CHARNEUIL et LA GATEVINE.

BELGRAND (sieur). Voir BISSEY-LA-CÔTE et BRION.

BELIN (Gironde). Décret du 6 mai 1850, autorisant le sieur *Cazaux* à établir une usine à fer à —; XVII, 705.

BELLEVILLE (Loir-et-Cher). Ordonnance du 5 juin 1847, autorisant le sieur *Soudée* à maintenir en activité l'usine à fer de —; XI, 734.

BELOUZE (Nièvre). Décret du 8 février 1850, autorisant la dame veuve *de Mancy* à maintenir en activité l'usine à fer de La —; XVII, 688.

BÉNAC (Ariège). Décret du 5 septembre 1851, autorisant le sieur *Comminges* à maintenir en activité diverses usines à fer sur les communes de — et de Serres; XX, 708.

BÉRARD DE MONTALET-ALAIS (sieur DE) et sieur ROUSSEAU. Voir FUMADES (Les).

BÉRARD (Loire). Ordonnance du 30 mai 1846, autorisant les sieurs *Vernay* et Cie à établir une usine à fer à —; IX, 658.

BERCHOUX (sieur). Voir DÉSERT (Le).

BERGER (sieur). Voir BERNEY.

BERGERAC (Dordogne). Décret du 7 juillet 1849, autorisant le sieur *Rougier* à substituer une usine à fer à un moulin à blé, dans la commune de —; XVI, 536. = Du 10

mars 1851, rapportant le précédent; XIX, 750.

BERNEY (Loire). Arrêté de la commission du pouvoir exécutif du 19 juin 1848, autorisant le sieur *Berger* à maintenir en activité une usine à fer à —; XIII, 780.

BERNOS (Gironde). Ordonnance du 5 juin 1842, modifiant celle du 28 février 1840, qui autorisait le sieur *Paulin* à établir l'usine à fer de —; I, 824.

BERRE. Ordonnance du 31 mars 1847, annulant un arrêté du conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône qui maintenait le sieur *Agard* au rôle des patentes de la commune de — en qualité de raffineur de sel; XIII, 723.

BERRI (canal de). Voir CANAUX.

BERTHIER-BIZY (sieur DE). Voir BIZY.

BESSÈGES (Gard). Ordonnance du 17 novembre 1847, autorisant les sieurs *Wilmar* et Cie à établir une usine à fer à —; XII, 742.

BEUGNOT (sieur). Voir POYANS.

BEURGES (sieur DE). Voir MAINOIS et NONCOURT.

BEZENET (Allier). Ordonnance du 29 décembre 1845, portant extension du périmètre de la concession des mines de houille de —; VIII, 860.

BEZOUOTTE (Côte-d'Or). Ordonnance du 16 janvier 1844, autorisant les sieurs *Lecourt*, *Phélip* et Cie à maintenir en activité deux patouillots à —; V, 689. = Décret du 19 décembre 1849, autorisant le sieur *Menans* à établir un bassin d'épuration pour le service de l'usine de —; XVI, 590.

BICKING et SURÉRUS (sieurs). Voir WINTZENHEIM.

BIENVILLE (Haute-Marne). Décret du 20 juin 1850, autorisant le

sieur *Thomassin de Bienville* à maintenir en activité une usine à fer et un moulin à —; XVII, 745.

BIGANOS (Gironde). Ordonnance du 29 juillet 1846, autorisant les sieurs *Dumora* et *Gignoux* à maintenir dans son emplacement actuel le haut-fourneau de —; X, 792.

BIGNY (Cher). Décret du 29 mai 1849, autorisant les sieur et dame *d'Osmond* à maintenir en activité l'usine à fer de —; XV, 643.

BILLARD (sieur). Voir MONTORMIER.

BILLOURS (Nièvre). Ordonnance du 8 mai 1847, autorisant le sieur *Pic* à maintenir en activité l'usine à fer de —; XI, 731.

BINEAU. Décret du 31 octobre 1849, nommant M. — Ministre des travaux publics; XVI, 617. — Du 16 janvier 1851, élevant M. —, ancien ministre, au grade de commandeur de la Légion d'honneur; XIX, 813.

BIOLLES (Allier). Ordonnance du 11 mars 1842, concédant au sieur *Leguay* les mines de houille de —; I, 804.

BISSEY-LA-COTE (Côte-d'Or). Ordonnance du 18 avril 1842, autorisant la dame veuve *Darnel* à maintenir en activité dix lavoirs à bras à —; I, 813. — Du 3 août 1844, autorisant le sieur *Belgrand* à maintenir en activité le patouillet de —; VI, 642.

BIZY (Nièvre). Arrêté du 5 février 1849, autorisant le sieur de *Berthier-Bizy* à maintenir en activité l'usine à fer de —; XV, 570.

BLACAS (dame DE). Voir CRÉCY.

BLAGNY (Ardennes). Ordonnance du 17 décembre 1846, autorisant le sieur *Friquet-Garet* à ajouter deux feux d'affinerie, trois feux dormants, etc., aux usines de —; X, 858.

BLANG-MISSERON (Nord). Arrêté

ministériel du 1<sup>er</sup> mai 1848, autorisant les sieurs *Dupont* et C<sup>ie</sup> à ajouter quatre feux à puddler et deux feux à réchauffer à l'usine à fer de —; XIII, 766.

BLANG-MURGER (Vosges). Ordonnance du 2 décembre 1844, autorisant le sieur *Carasson* à ajouter deux feux d'affinerie à l'usine à fer de —; VI, 694.

BLANCHET frères (sieurs). Voir TULLINS.

BLANCHON-LASSERVE (sieur). Voir COUADE (La).

BLANZY. Ordonnance du 30 juin 1842, relative au désistement du pourvoi de la *Cie des mines de houille de* — contre un arrêté du conseil de préfecture de Saône-et-Loire, en date du 7 août 1840; I, 831.

BLONDEAU (sieur DE) Voir GOURFRE-DU-LOD.

BLOT et consorts (sieurs). Voir EPAGNE.

BOERENTHAL (Moselle). Décret du 12 novembre 1850, autorisant les sieurs *Coulaux* aîné et C<sup>ie</sup> à modifier divers usines et appareils dépendant de leurs forges de —; XVIII, 590.

BOIGUES et C<sup>ie</sup> (sieurs). Voir FEULARDES et FOURCHAMBAULT.

BOIGUES (héritiers). Voir AUBIGNY, et FOURNAY (Le).

BOIS D'ASSON (Basses-Alpes). Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 20 octobre 1848, concédant aux sieurs *Rouit* et consorts les mines de bitume de —; XIV, 573.

BOIS DE LA BUTTE (Moselle). Ordonnance du 24 juillet 1845, rejetant le pourvoi de la dame de *La Vieuville* contre une décision du Ministre des travaux publics relative à l'extraction des minerais de fer du

—; VIII, 822. — Décrets du gouvernement provisoire du 15 mai 1848, relatifs au désistement des pourvois formés par la dame de *La Vieuville*, propriétaire des minières du —, contre deux arrêtés du préfet de la Moselle des 16 janvier et 22 avril 1846; XIII, 772 et 773.

BOIS DE SAINT-SAUVES (Puy-de-Dôme). Ordonnance du 26 mars 1843, concédant au sieur *Engelvin-Derosiers* les mines d'antimoine du —; III, 910.

BOIS-DU-ROI (Basses-Alpes). Ordonnance du 21 septembre 1845, concédant au sieur *Jaume* les mines de lignite du —; VIII, 844.

BOIS-ROUVRAY (sieur DE). Voir SENTEIN et SAINT-LARY.

BOISOT et C<sup>ie</sup> (sieurs). Voir BRISCOUS et ELICHAGNE.

BOISSY (sieur DE). Voir REBLAY.

BOLLA (sieur). Voir ROMANSWILLER.

BOLOGNE. Voir FORGE-HAUTE de —.

BONAMY (sieur). Voir CHOLLET (Le).

BÔNE (Algérie). Arrêté du Ministre de la guerre du 29 avril 1848, autorisant les sieurs de *Bassano* et C<sup>ie</sup> à établir une usine à fer près de —; XIII, 763.

BONNAND et C<sup>ie</sup> (sieurs). Voir IZIEUX.

BOPPE et consorts (sieurs). Voir SALÉAUX (Les).

BORAX. Décret du 5 novembre 1851, modifiant les droits établis à l'importation du —; XX, 720. — Du 11 décembre 1851, portant que la tarification établie par le décret du 5 novembre 1851 n'est applicable qu'au — natif; XX, 725.

BORDEAUX (Les). Voir CHAUVIÈRE (La) et —.

BORDET-GIEY (sieur). Voir FROIDVERT.

BORELLI DE SALZET et consorts (sieurs). Voir COCURES.

BOREY (sieur). Voir MÉNILMONTANT.

BORRELLY et consorts (sieurs). Voir MAS-DE-CARRIÈRE (Le)

BOUC (Canal d'Arles à —). Voir CANAUX.

BOUCHET frères (sieurs). Voir LAISSEY.

BOUCHON (Meuse). Ordonnance du 20 septembre 1842, autorisant les sieurs *Gaïde* et *Vivenot* à établir un haut-fourneau dans la commune du —; II, 804. — Du 20 septembre 1842, autorisant les mêmes à établir un bocard et un patouillet au —; II, 805.

BOUCHOT frères (sieurs). Voir CLERVAL.

BOUDREVILLE (Côte-d'Or). Décret du 1<sup>er</sup> février 1850, autorisant le sieur *Pelot* à maintenir en activité une usine à fer à —; XVII, 686.

BOUGUERET, MARTENOT et C<sup>ie</sup> (sieurs). Voir CRÉANCEY, CREUX-DE-FÉE, JULLY, MONTLUÇON, SENNEVOY-LE-HAUT et VANVEY.

BOU-HAMRA (Algérie). Ordonnance du 9 novembre 1845, concédant les mines de fer de — au sieur *Péron*; VIII, 851. — Arrêté du Ministre de la guerre du 14 septembre 1849, portant que le sieur *Péron* est déchu de la concession des mines de fer de —; XVI, 568.

BOUHANS (Haute-Saône). Décret du 6 mai 1850, autorisant le sieur *Crestin* à établir un lavoir à cheval à —; XVII, 707.

BOUHERET et consorts (sieurs). Voir MILLERY.

BOUILLON (sieur). Voir LARIVIÈRE.

**BOULAGE.** Arrêté ministériel du 28 février 1848, nommant M. — Secrétaire Général du Ministère des travaux publics; XIII, 805.

**BOULAY** (Nièvre). Ordonnance du 30 mai 1846, autorisant les sieurs *Monard* et *Martin* à maintenir en activité l'usine à fer du —; IX, 659.

**BOULET** (Pyrénées-Orientales). Ordonnance du 2 janvier 1845, concédant au sieur *Pujade* les mines de fer du —; VII, 542.

**BOULLENOIS** (dame veuve DE). Voir *SENUC*.

**BOURDET-JOURDHEUIL** (sieur). Voir *VEUXAULLES*.

**BOURG-DE-SIROP** (Jura). Ordonnance du 11 décembre 1845, autorisant la dame veuve *Liefroy* à maintenir en activité l'usine à fer de —; VIII, 856.

**BOURGEOIS** (sieur). Voir *POISSONS*.

**BOURGES** (Cher). Ordonnance du 20 juin 1842, autorisant les sieurs *Déséglise*, *Michonnet* et C<sup>ie</sup> à établir deux hauts-fourneaux à —; I, 830. — Décret du 6 juillet 1850, autorisant le sieur *de Vogué* à établir une usine à fer à —; XVIII, 573.

**BOURGUIGNONS** (Nièvre). Ordonnance du 26 mars 1843, autorisant le sieur *Champenois* à maintenir en activité l'usine à fer des —; III, 911.

**BOURLON** (sieurs). Voir *ALLI-CHAMP*.

**BOURLON DE ROUVRE** (sieurs). Voir *CHAMARANDES*.

**BOURNOIS** (Haute-Saône et Doubs). Ordonnance du 22 septembre 1843, concédant à la dame *de Raincourt* les mines de fer de —; IV, 712.

**BOURSIÈRES** (Haute-Saône). Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif du 20 octobre

1848, autorisant le sieur *de Pourtalès* à employer pour la préparation du minerai de fer le patouillet de —; XIV, 578.

**BOUSOLE** (Aude). Arrêté ministériel du 20 mai 1848, portant qu'il n'y a pas lieu d'allouer au sieur *Fabre* une indemnité comme inventeur des mines d'antimoine, plomb et autres métaux de La —; XIII, 770.

**BOUSQUET DE ROQUEBRUNE** (Hérault). Ordonnance du 10 avril 1843, portant extension de la concession des mines de houille du —; III, 914. — Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 21 août 1848, portant réduction du périmètre de la concession des mines de houille du —; XIV, 522.

**BOUTARIAS** (Haute-Vienne). Décret du 7 août 1850, autorisant le sieur *Vaysse* à maintenir en activité la forge de —; XVIII, 580.

**BOUTIER frères et C<sup>ie</sup>** (sieurs). Voir *GIVORS*.

**BOUTMY père et fils et C<sup>ie</sup>** (sieurs). Voir *CHAUVENCY-SAINT-HUBERT* et *MESSEMPRÉ*.

**BOUVERET** (sieur). Voir *CHAMPTONNAY*.

**BRAUN** (sieur). Voir *CAUNETTE* (La).

**BRESSON** (sieur). Voir *BASTIDE* (La).

**BRETEUIL** (Eure). Décret du 23 décembre 1850, autorisant les héritiers *Roy* à maintenir en activité une usine à fer à —; XVIII, 601.

**BRÉVILLY** (Ardennes). Ordonnance du 29 juin 1846, autorisant les sieurs *Poupillier* fils et C<sup>ie</sup> à maintenir en activité un bocard à crasses, et à ajouter un feu d'affinerie aux usines à fer de —; IX, 662. — Arrêté du Président du 14 mai 1849, autorisant les sieurs *Poupillier* fils et C<sup>ie</sup> à faire diverses addi-

tions à l'usine à fer qu'ils possèdent à —; XV, 632.

**BRIARE** (Canal de). Voir *CANAUX*.

**BRICOURT** (sieur et dame DE). Voir *CHAMILLY*.

**BRIÈRE D'AZY** (ayant droit du sieur). Voir *AZY*, *CIGOGNE* et *VALLOTTE*.

**BRION** (Côte-d'Or). Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 9 août 1848, autorisant le sieur *Belgrand* à maintenir en activité un patouillet à —; XIV, 518.

**BRIQUELER, CHEVANDIER** et *DESAGES* (sieurs). Voir *OUED-ALLÉLAH* (L').

**BRIQUES, TUILLES** et *CHAUX*. Voir *OCTROI DE PARIS*.

**BRISCOUS** (Basses-Pyrénées). Ordonnance du 9 novembre 1844, portant concession au sieur *Minjonnet* d'un puits d'eau salée et de sources salées, situés à —; VI, 674. — Du 21 mai 1847, portant annulation d'un arrêté du conseil de préfecture des Basses-Pyrénées qui avait exempté une fabrique de sel située à —, de l'impôt des portes et fenêtres; XI, 732. — Du 8 juin 1847, autorisant le sieur *Naël* à maintenir en activité une saline à —; XI, 735. — Du 8 juin 1847, autorisant les sieurs *Boisot* et C<sup>ie</sup> à maintenir en activité une saline à —; XI, 735. — Du 8 juin 1847, autorisant les sieurs *Minjonnet* et *Baudron* à maintenir en activité une saline à —; XI, 736. — Du 20 août 1847, annulant un arrêté du conseil de préfecture des Basses-Pyrénées qui maintenait irrégulièrement au rôle des patentes de la commune de —, divers concessionnaires de sources d'eaux salées; XII, 700. — Du 3 janvier 1848, statuant sur la requête formée par le sieur *Naël* contre un arrêté du conseil de préfecture

maintenant le réclamant au rôle des patentes de la commune de —, comme fabricant et raffineur de sel; XIII, 730. — Décret du 19 décembre 1850, autorisant le sieur *Loubery* à maintenir en activité une saline à —; XVIII, 600.

**BRIVE** (Corrèze). Ordonnance du 9 juillet 1847, autorisant le sieur *Sauvage* à établir une usine à fer à —; XII, 674.

**BROGLIE** (sieur DE). Voir *MASSEVAUX*.

**BROSSARD** (sieur). Voir *GUILLIOTIÈRE* (La).

**BROSSON** et consorts (sieurs). Voir *LAMOTHE*.

**BROUSSE** (sieur DE LA). Voir *BUXIÈRE-LA-GRUE*.

**BOUYE-LES-LOUPS** (Haute-Saône). Ordonnance du 26 mars 1843, autorisant le sieur *Harpin* à substituer un lavoir à cheval à quatre des six lavoirs à bras qu'il possède à —; III, 942.

**BRUGIÈRE DE BARANTE** et consorts (sieurs). Voir *MALINTRAT*.

**BRULON** (Sarthe). Ordonnance du 27 décembre 1844, concédant aux sieurs *de Vannoise* et consorts les mines d'anthracite de —; VI, 706.

**BRUNET** et C<sup>ie</sup> (sieurs). Voir *PONT-AUDEMER*.

**BRUNET** et *DUVERNAY* (sieurs). Voir *COMAILLE* (La).

**BRUTUS** (sieurs). Voir *CHAZELLES*, *MONISTROL D'ALLIER*.

**BRUXELLES** (société de commerce de). Voir *ANZIN*.

**BRUYÈRE** (Loire). Ordonnance du 11 juillet 1843, concédant à la demoiselle *Perrin* et aux sieurs *Michon* et consorts, les mines d'anthracite de La —; IV, 701.

**BUISSON** (Haute-Marne). Ordonnance du 2 février 1846, portant

rejet de la requête présentée par le sieur *Danelle* contre l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1841, qui autorise la maintenance des usines à fer du — ; IX, 638.

BUISSON (Seine). Ordonnance du 30 mai 1846, autorisant le sieur *Jacmart* à établir une usine à fer au — ; IX, 657.

BUISSON et consorts (sieurs). Voir HUBACS DE MANOSQUE (Les).

BUISSON et ROBERT (sieurs). Voir SAINTE-ROSTAGNE.

BULLY. Ordonnance du 30 mars 1842 approuvant l'arrêté de conflit pris par le préfet de la Loire relativement aux charbons extraits de la mine de — ; I, 809.

BULLY et FRAGNY (Loire). Ordonnance du 11 juillet 1843, concédant aux héritiers du sieur de *Nanteuil de La Norville* et consorts les mines d'antracite de — ; IV, 699.

BURÉ-LA-FORGE (Moselle). Ordonnance du 3 décembre, autorisant la dame veuve *Trotganne* à modifier ses usines à fer de — et de Dorlon ; IV, 750.

BURGUET DE CHAUFFAILLE (sieur DU). Voir CHAUFFAILLE.

BURGUN et consorts (sieurs). Voir HARRAS (Le).

BUSCHE. Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 29 juillet 1848, nommant M. — membre de la commission centrale des chemins de fer ; XIV, 668.

BUXIÈRE-LA-GRUE (Allier). Arrêté du Président, du 1<sup>er</sup> février 1849, concédant au sieur de *La Brousse* les mines de houille de — ; XV, 569. = Du 7 avril 1849, concédant au même les mines de schistes bifumineux de — ; XV, 589.

BUYER et HILDEBRAND (sieurs). Voir SEMOUZE.

## C

CACHETTE (Ardennes). Ordonnance du 16 janvier 1848, autorisant le sieur *Drumeau-Gendarme* à construire un second haut-fourneau à La — ; XIII, 737.

CAILLAUDIÈRE (Indre). Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 29 novembre 1848, autorisant les sieur et dame *Crombez-Lefebvre* à maintenir en activité l'usine à fer de La — ; XIV, 582.

CALAMIAIC (Hérault). Décret du 25 février 1851, concédant au sieur *Vidal* les mines de lignite de — ; XIX, 749.

CALAMINIÈRE (Loire). Arrêté du Président du 14 mai 1849, concédant aux sieurs *Martin Rochas* et consorts les mines de houille de La — ; XV, 640.

CAMARADE (Ariège). Arrêté du

Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 25 septembre 1848, concédant aux sieurs *Cazelles* et consorts les sources salées de — ; XIV, 559.

CAMBESSÈDES et CARTAIRADE fils (sieurs). Voir LANUEJOLS.

CAMION-CRUCY (sieur). Voir TAILLY.

CAMUS (sieur). Voir ROCARAN.

CANAUX. Arrêté du Président du conseil chargé du pouvoir exécutif, du 4 août 1848, réduisant les droits de navigation à percevoir sur la houille et le coke transportés par le canal latéral à la Loire, à partir du 21 août 1848 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1849 ; XIV, 504. = Du 18 décembre 1848, modifiant le tarif des droits de navigation établis sur le canal du Centre ; XV, 557. = Décret du 4 septembre 1849, relatif à la per-

ception des droits de navigation établis sur les rivières et — non concédés compris dans les bassins de l'Escaut et de l'Aa ; XVI, 560. = Du 4 septembre 1849, réduisant les droits de navigation perçus sur les — de Saint-Denis, Manicamp et Saint-Quentin, et aux écluses de Fresnes et d'Ywuy (Nord) ; XVI, 562. = Du 17 novembre 1849, relatif aux droits de navigation établis sur le canal latéral à la Loire, de Digoïn à Briare, et sur le canal de Berri ; XVI, 581. = Du 23 mai 1850, relatif à la perception des droits de navigation établis sur le canal du Rhône au Rhin ; XVII, 744. = Du 31 mai 1850, modifiant le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de la Somme ; XVII, 743. = Du 26 juin 1850, relatif aux droits de navigation établis sur le canal de Berri et sur le canal latéral à la Loire ; XVII, 746. = Du 25 septembre 1850, prorogeant le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de Berri et sur le canal latéral à la Loire ; XVIII, 588. = Du 13 décembre 1850, relatif aux droits de navigation perçus sur le canal de Berri ; XIX, 730. = Du 31 décembre 1850, prorogeant le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal des Ardennes ; XIX, 730. = Du 31 décembre 1850, prorogeant le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc ; XIX, 732. = Du 29 mars 1851 relatif aux droits de navigation sur le canal latéral à la Loire et sur le canal de Berri ; XIX, 755. = Du 28 mai 1851, prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1851 le tarif des droits de navigation perçus sur le canal latéral à la Loire et sur le canal de Berri ; XIX, 767. = Du 29 juillet 1851, prorogeant ce même tarif jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1851 ; XX, 702. = Du 16 août 1851, relatif à la perception des droits de navigation sur le canal des Étangs ; XX, 703. = Du 26 novembre 1851, pro-

rogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1852 le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de Berri et sur le canal latéral à la Loire ; XX, 721.

CAP TÈNES (Algérie). Arrêté du Président du 14 mai 1849, concédant aux sieurs *Leroy* et *Larrieu* les mines de fer, cuivre, plomb et autres métaux du — ; XV, 614.

CAPDEVILLE et Cie (sieurs). Voir LACANAU.

CAPELETTE (Bouches-du-Rhône). Ordonnance du 9 septembre 1847, autorisant le sieur *Armand* à établir une usine à fer à La — ; XII, 704.

CAPITAIN (sieur). Voir DULAINCOURT, FORCEY, PONT-MINARD, ROCHES-SUR-ROGNON.

CARASSON (sieur). Voir BLANGMURGER.

CARETTE (héritiers). Voir FORGE-HAUTE-DE-BOLOGNE.

CARIGNAN (Ardennes). Ordonnance du 11 juillet 183, autorisant le sieur *Seillière* à maintenir en activité l'usine à fer dite la fonderie de — ; IV, 705. = Du 7 août 1844, autorisant le sieur *Parpaite* à maintenir en activité une usine à fer à — ; VI, 653.

CARINTHIE. Arrêté de la commission du pouvoir exécutif, du 6 juin 1848, relatif aux fontes brutes importées de Styrie et de — ; XIII, 775.

CARION-DELMOTTE (sieur). Voir ANZIN.

CARMEAUX (Tarn). Ordonnance du 10 octobre 1842, portant règlement de la redevance proportionnelle de la mine de houille de — ; II, 844.

CAROILLON DE VANDEUL (sieur). Voir ORQUERAUX.

CASTELLANE (sieur DE). Voir VRILLÈRE (La).